


# Guerre en Ukraine : Amnesty accuse l'armée ukrainienne de mise en danger des civils, l'Ukraine «indignée»

Par Le Figaro avec AFP  
Publié il y a 7 heures,  
Mis à jour il y a 7 heures

Écouter cet article 

00:00/03:49 



Une école ukrainienne détruite par des missiles russes dans la région de Donetsk. IGOR TKACHEV / AFP

L'armée ukrainienne a mis des civils en danger en établissant des bases militaires dans des écoles et des hôpitaux et en lançant des attaques depuis des zones peuplées pour repousser l'invasion russe, a affirmé jeudi 4 août Amnesty International.

De telles tactiques violent le droit international humanitaire, a prévenu l'ONG dans un communiqué dont les conclusions ont été dénoncées par Kiev comme participant à «une opération de désinformation et de propagande». «Nous avons documenté une tendance des forces ukrainiennes à mettre en danger les civils et à violer les lois de la guerre lorsqu'elles opèrent dans des zones peuplées», a déclaré Agnès Callamard,

secrétaire générale d'Amnesty International. *«Le fait de se trouver dans une position de défense ne dispense pas l'armée ukrainienne de respecter le droit international humanitaire»*, a-t-elle ajouté.

**À VOIR AUSSI** - Ukraine: il est «dégoûtant» que Schroeder évoque une «solution négociée» avec Moscou, dit Zelensky

Le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmytro Kouleba, s'est dit *«indigné»* par ces accusations qu'il a qualifiées d'*«injustes»* *«Je suis indigné tout comme vous par le rapport d'Amnesty International. Je le considère comme injuste»*, a dit Dmytro Kouleba dans un commentaire par vidéo publié sur Facebook. Dmytro Kouleba a accusé en retour Amnesty International de *«créer un faux équilibre entre l'opresseur et la victime, entre le pays qui détruit des centaines et des milliers de civils, de villes, de territoires et le pays qui se défend désespérément»*.

*«Cessez de créer cette fausse réalité, où tout le monde est un peu coupable de quelque chose et commencez à rapporter systématiquement la vérité sur ce que la Russie représente réellement aujourd'hui»*, a-t-il ajouté. Peu auparavant, le conseiller de la présidence ukrainienne Mykhaïlo Podoliak avait assuré que *«les vies des gens»* étaient *«la priorité»* et que les populations des villes proches du front étaient évacuées. Mykhaïlo Podoliak a accusé Amnesty de participer à une *«campagne de désinformation et de propagande»* au service des arguments du Kremlin.

Entre avril et juillet, des chercheurs d'Amnesty International ont enquêté sur les frappes russes dans les régions de Kharkiv (est), du Donbass et de Mykolaïv (sud-est), inspectant les sites touchés par des frappes et interrogeant des rescapés, des témoins et des proches de victimes. Selon l'ONG, ces chercheurs ont trouvé des preuves que les forces ukrainiennes lançaient des frappes à partir de zones résidentielles peuplées et avaient établi des bases dans des bâtiments civils dans 19 villes et villages de ces régions.

**À VOIR AUSSI** - Guerre en Ukraine: le récit de notre envoyé spécial

La plupart des zones résidentielles où se trouvaient les soldats étaient situées à des kilomètres des lignes de front, note Amnesty, soulignant que d'autres options qui n'auraient pas mis en danger les civils - comme des bases militaires ou des zones densément boisées à proximité - étaient possibles. L'ONG indique qu'à sa connaissance, les soldats qui se sont installés dans ces zones d'habitation n'ont pas demandé aux civils d'évacuer. Elle affirme que les forces ukrainiennes ont établi des bases militaires dans des écoles et des hôpitaux.

## Le gouvernement ukrainien réfute l'enquête de l'ONG

Sur Twitter, le conseiller à la présidence ukrainienne Mikhaïlo Podoliak a assuré que *«les vies des gens»* étaient *«la priorité de l'Ukraine»* et que les populations des villes proches du front étaient évacuées. *«La seule chose qui représente une menace pour les Ukrainiens, c'est l'armée russe (...) qui vient en Ukraine commettre un génocide»*, a-t-il déclaré. *«Moscou tente de discréditer les formes armées ukrainiennes aux yeux des sociétés occidentales avec son réseau d'agents d'influence. C'est une honte qu'une organisation comme Amnesty participe à cette campagne de désinformation et de propagande»*. *«L'Ukraine adhère clairement à toutes les lois de guerre et le droit humanitaire international»*, a-t-il insisté dans un communiqué.

Si Amnesty dénonce ces tactiques ukrainiennes, elle insiste sur le fait qu'elles ne *«justifient en aucun cas les attaques russes aveugles»* qui ont frappé les populations civiles. L'ONG dit avoir contacté le ministère ukrainien de la Défense à propos des conclusions de ses recherches le 29 juillet mais n'avoir pas reçu de réponse au moment de la publication du communiqué.

---

**À VOIR AUSSI** - Comment se déroule le quotidien à Odessa après six mois de guerre? Le récit de notre envoyé spécial